

M. McKITTRICK: Ou par la Banque internationale dont j'étais le président, c'est-à-dire la Banque des Règlements Internationaux, qui traite presque exclusivement avec les banques centrales. Cela est compris dans l'autorisation d'acheter et de garder l'or aux États-Unis.

L'hon. M. VIEN: Si nous encourageons la production d'or dans le monde entier, cela ne faciliterait-il pas notre tâche? Ce que je veux dire, c'est, qu'aujourd'hui, le coût de production a augmenté et que le prix de l'or est en baisse.

M. McKITTRICK: Oui. Je le crois très sincèrement. Ma propre impression, c'est qu'il faut relever le prix de l'or, de temps à autre, sans quoi la production cessera.

L'hon. M. VIEN: C'est exact.

M. McKITTRICK: C'est une exploitation qui n'est plus avantageuse.

L'hon. M. VIEN: Me permettez-vous de poser une seule autre question? Quelle a été, depuis quelque temps, la plus grande objection du Trésor américain au relèvement du prix de l'or?

M. McKITTRICK: Ces autorités ne se sont pas exprimées à ce sujet, tout dernièrement, mais ce qu'elles ont répété durant la plus grande partie des huit à douze mois passés, c'est que leur premier devoir était de combattre l'inflation, surtout aux États-Unis. Elles ont parfaitement raison lorsqu'elles disent que le relèvement du prix de l'or contribuerait fortement à l'inflation. Si leur but principal est d'enrayer l'inflation, elles ne sauraient l'atteindre en relevant le prix de l'or, ce qui serait jeter de l'huile sur le feu. Je ne sais franchement pas ce qu'elles pensent là-dessus, aujourd'hui. Je n'en ai pas causé avec ces autorités depuis près d'un an. Leur politique de resserrement de l'argent a fait place à une détente et les taux d'intérêt ont baissé. La *Federal Reserve Bank* de New-York a réduit son taux d'escompte.

L'hon. M. VIEN: Une forte expansion du commerce international ne créerait-elle pas un certain degré d'inflation?

M. McKITTRICK: Elle augmenterait le volume d'argent en circulation, mais si le volume des échanges s'accroissait aussi, il y aurait équilibre et cela n'est pas considéré ordinairement comme hausse inflationnaire dans l'état des soldes en banque ou des devises.

L'hon. M. LAMBERT: N'est-il pas vrai que c'est exactement le contraire qui se produirait et, qu'advenant une reprise du commerce international, la concurrence à soutenir entraînerait la déflation plutôt que l'inflation?

L'hon. M. ROBERTSON: J'ai dû m'absenter pour une raison majeure, monsieur le président, et il se peut qu'on ait déjà posé la question que je désire poser moi-même. Si c'est le cas, je m'en excuse. Cette question se rattache au caractère général de cette étude, c'est-à-dire, à ce que nous pouvons faire pour améliorer les relations économiques des pays de l'OTAN. Je me demandais si votre remarque, monsieur McKittrick, au sujet de l'opinion pessimiste d'un député du Parlement britannique sur les réalisations de la Commission Randall, c'est-à-dire que le problème des dollars se poserait probablement toujours, laisse entendre que les pays européens de l'OTAN semblent croire de plus en plus que l'avenir du commerce dépend plus probablement des échanges entre les pays d'Europe et la Russie que des pays de l'Amérique du Nord qui ont adhéré au traité?

M. McKITTRICK: Non; je ne le crois pas. J'ai eu l'occasion d'en discuter avec un ancien ministre, à Londres. Il semblait très sûr que cette opinion pessimiste n'était pas du tout l'opinion officielle du gouvernement de Londres, qui n'épargne rien pour réussir à surmonter les difficultés entre le Royaume-Uni et les pays de la zone dollar. Le gouvernement de Londres ne dit pas qu'il est impossible de régler ce problème, mais concerte ses efforts pour améliorer les